



Paul Biya a annoncé mardi passé dans un discours très attendu à la Nation qu'il entendait « convoquer un grand dialogue national » fin septembre .

Plusieurs formations politiques ont rapidement salué cette opportunité qui vise à ramener la paix et la sécurité, dans le Nord-Ouest et le Sud-ouest régions plongées dans une crise sociopolitique qui s'est muée en conflit armé.

Le président Biya a fait savoir que ce dialogue sera présidé par le Premier ministre Joseph Dion Nguté, et rassemblera les différentes composantes sociales, y compris des représentants des forces de défense et de sécurité, ainsi que ceux des groupes armés.

Le Social Democratic Front (SDF) est le premier parti politique à être dans les préliminaires du grand dialogue national. La délégation du parti de Ni John Fru Ndi, conduite par l'hon. Joshua Osih, son premier vice-président, a été reçue par le Premier ministre dans le cadre des larges consultations.

Le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) a manifesté son vif intérêt à prendre part au grand dialogue national. La coalition autour de ce parti a désigné ses représentants, Maurice Kamto, Christian Penda Ekoka, Paul Eic Kingue, Albert Dzungang, Gaston Serval Abe, tous écroués dans le cadre des revendications post électorales.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a, « **encouragé le gouvernement camerounais à veiller à ce que le processus soit inclusif et réponde aux défis auxquels le pays est confronté** ».

Le Président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, a « **félicité l'engagement du Président de la République du Cameroun, S.E Paul Biya, d'organiser un dialogue national pour une sortie de crise dans les deux régions anglophones du pays** ».

La France a pour sa part souhaité que ce dialogue national soit une « **large concertation** », respectant les « **différentes sensibilités politiques et ouvre la voie à une résolution politique de la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest** »